

Chambre
des Représentants

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

22 NOVEMBRE 1988-1989

PROPOSITION DE LOI

modifiant les lois sur la milice,
coordonnées le 30 avril 1962

(Déposée par M. Ansoms)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

D'importantes dispositions de la législation sur la milice ont été modifiées en 1987. Nous souhaitons apporter de nouvelles modifications pour des raisons sociales, afin notamment de faire mieux correspondre la législation sur la milice avec sa finalité.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'article 10 des lois sur la milice, qui énumère les conditions d'obtention du sursis, prévoit notamment que ce dernier est accordé au milicien qui est reconnu « indispensable soutien de famille ». Et une des conditions pour être reconnu comme tel est que les ressources cumulées du père et de la mère ou des personnes y assimilées ou des aïeuls ou des frères et sœurs orphelins n'excèdent pas la somme de 245 000 F, augmentée d'un quart par personne à charge.

Nous estimons que le montant de 245 000 F résulte d'un choix arbitraire et qu'il est en outre très faible. Aussi proposons-nous une norme beaucoup plus rai-

Kamer
van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

22 NOVEMBER 1988-1989

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962

(Ingediend door de heer Ansoms)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In 1987 werd de militiewetgeving op een aantal belangrijke punten gewijzigd. Om sociale redenen wensen wij nu enkele wijzigingen aan te brengen. Deze wijzigingen zullen overigens gedeeltelijk de militiewetgeving beter doen aansluiten bij haar uiteindelijke bedoeling.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Artikel 10 van de dienstplichtwetten bepaalt de voorwaarden voor het uitstel. Eén van de mogelijke gronden tot uitstel is de erkenning als onmisbaar kostwinner. En één van de voorwaarden om erkend te worden als onmisbaar kostwinner bestaat erin dat het samengevoegd inkomen van de vader en de moeder of van de daarmee gelijkgestelde personen, of van de grootouders of van de verweesde broers of zusters niet meer bedraagt dan 245 000 F, verhoogd met één vierde per persoon ten laste.

Wij vinden het bedrag van 245 000 F erg willekeurig, en bovendien erg laag. Daarom stellen wij een norm voor die veel redelijker is. Wij wensen

sonnable, selon laquelle ces ressources devraient être inférieures au salaire minimum interprofessionnel en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de la demande, augmenté d'un quart par personne à charge. Le salaire minimum interprofessionnel s'élève actuellement à 27 497 F net (hors pécule de vacances) pour une famille avec deux enfants, ce qui représente au moins 330 000 F net par an, montant auquel il faut ajouter 82 500 F par enfant à charge.

Art. 2

L'article 12, § 1^{er}, 3^o, de la législation actuelle prévoit que l'inscrit qui a au moins cinq frères ou sœurs en vie peut bénéficier d'une dispense à condition qu'aucun frère n'ait déjà bénéficié de la libération ou de la dispense en temps de paix.

Il nous paraît en l'occurrence excessif d'exiger que la famille compte au moins six enfants en vie. Dans la société actuelle, une famille qui compte quatre enfants dépasse déjà largement la moyenne. Aussi proposons-nous de ramener de cinq à trois le nombre de frères ou sœurs en vie qui est exigé.

Art. 3

Notre législation reconnaît un certain nombre de services tels que ceux accomplis en tant qu'objecteur de conscience ou à la protection civile, comme services de frère permettant de bénéficier d'une dispense pour service de frère. Ne sont pas considérés comme tels les services accomplis en tant que coopérant et en tant que volontaire temporaire. Nous proposons que ces deux services soient également reconnus comme services de frères, et ce pour les raisons suivantes :

1° Toute louable qu'elle soit, la vocation des missionnaires et coopérants n'en oblige pas moins les deux frères des intéressés à accomplir leur service. Comme la nouvelle législation sur la milice ne permet plus au coopérant d'abuser de cette alternative au service militaire, il n'est que normal que ce service soit également reconnu comme service de frère.

2° Il est logique que la carrière effective de gendarme, d'officier ou de sous-officier ne soit pas reconnue comme service de frère. Nous estimons toutefois que le statut aléatoire de volontaire temporaire doit être assimilé à celui du milicien et non à celui du militaire de carrière. L'époque n'est d'ailleurs pas si lointaine où l'on recrutait des volontaires temporaires en utilisant le slogan selon lequel deux ans de service en bénéficiant d'un traitement valaient mieux qu'un an de service militaire soldé. Par ailleurs, et nous considérons cet argument comme le plus important, il ressort de la pratique que les volontaires temporaires sont souvent issus de familles défavorisées. Et ce sont précisément ces familles-là qui sont les victimes de cette

deze bepaling te vervangen door bepaling dat dit inkomen minder bedraagt dan het interprofessioneel minimumloon dat geldig is op 1 januari van de aanvraag verhoogd met één vierde per persoon ten laste. Momenteel bedraagt het interprofessioneel minimumloon voor een gezin met twee kinderen 27 497 F netto (zonder vakantiegeld). Op jaarbasis zou dit minimum 330 000 F netto zijn, verhoogd met 82 500 F per kind ten laste.

Art. 2

De huidige wetgeving bepaalt in artikel 12, §1, 3^o, dat een ingeschrevene die minstens vijf broers of zusters in leven heeft in aanmerking komt voor vrijlating, op voorwaarde dat geen enkele broer reeds ontheffing of vrijlating van dienst in vredetijd heeft verkregen.

Het feit dat het hier gaat om gezinnen met tenminste zes kinderen in leven vinden wij schromelijk overdreven. In de huidige levenssfeer overschrijdt een gezin met vier kinderen reeds ruimschoots het modale gezin. Daarom willen wij de voorwaarde van « vijf broeders of zusters in leven » verlagen naar drie broeders of zusters.

Art. 3

In de huidige wetgeving worden een aantal diensten zoals de dienst van gewetensbezuarde, of bij de civiele bescherming, erkend als broederdienst met het oog op een mogelijke vrijlating omwille van broederdiensten. Niet erkend als broederdienst zijn de dienst als ontwikkelingshelper en de dienst als tijdelijk vrijwilliger. Wij zouden ook deze twee diensten als broederdienst erkend willen zien, en wel om volgende redenen :

1° Met al zijn goede wil wordt een missionaris of ontwikkelingshelper er de oorzaak van dat zijn twee andere broers hun dienstplicht nog moeten vervullen. Nu het door de vernieuwing van de dienstplicht als ontwikkelingshelper uitgesloten is om misbruik te maken van deze alternatieve dienstplicht, is het niet meer dan logisch dat ook deze dienst gewaardeerd wordt als broederdienst.

2° Dat een werkelijke loopbaan als rijkswachter, als beroepsofficier of onderofficier niet erkend is als broederdienst, is logisch. Maar het zwakke statuut van tijdelijk vrijwilliger valt ons inziens onder de dienstplicht, en niet onder een beroepsloopbaan bij het leger. Het is trouwens nog niet lang geleden dat voor de aanwerving van tijdelijke vrijwilligers de slogan luidde : « kies voor twee jaar dienst met wedde in plaats van een jaar legerdienst met soldij ». Ove rigens — en dat is voor ons het zwaarste argument — wijst de praktijk uit dat tijdelijke vrijwilligers dikwijls komen uit de meer kansarme gezinnen. En uitgerekend deze gezinnen worden het kind van de rekening : waar het statuut van tijdelijk vrijwilliger

situation : alors que le statut de volontaire temporaire permettrait d'apporter une certaine solution à leurs problèmes, cet avantage leur est retiré par la non-reconnaissance de ce statut et tant que service de frère.

Art. 4

Le législateur a prévu la possibilité de dispenser les miliciens qui peuvent invoquer deux services de frère pour autant que les conditions soient remplies avant le 1^{er} janvier. Il est parfois difficile d'appliquer cette disposition sans faire de discrimination dans les grandes familles qui comptent trois fils, surtout en ce qui concerne la possibilité de trouver un emploi stable.

L'exemple suivant permettra de mieux comprendre cette situation.

Suite à l'obtention de sursis, trois fils d'une même famille font partie d'une même levée.

En vertu de la loi du 16 juin 1987, deux frères doivent être sous les drapeaux avant le 1^{er} janvier de l'année de la levée. Le retrait du sursis comporte un risque. Un des deux frères peut être obligé de solliciter un ajournement et, de ce fait, ne pas se trouver sous les drapeaux avant le 1^{er} janvier de l'année de la levée de l'autre frère.

L'ayant droit ou celui qui, après concertation au sein de la famille, peut bénéficier de la dispense se voit dès lors obligé de demander un nouveau sursis, de sorte que la dispense pour service de frère ne lui sera accordée qu'avec un certain retard. L'intéressé (appartenant à une famille nombreuse) devra donc attendre plus longtemps encore avant de pouvoir trouver un emploi stable, du fait que les employeurs exigent généralement que les postulants aient satisfait à leurs obligations militaires ou qu'ils bénéficient d'une dispense.

Le problème pourrait être résolu en maintenant les trois frères dans la même levée et en accordant à l'ayant droit un congé d'urgence pour la durée du service. Mais cette solution entraînerait une nouvelle discrimination du fait que le bénéficiaire d'un congé d'urgence ne peut prétendre aux interventions de l'ONEM ou de la mutualité.

Puisque la loi prévoit la possibilité d'accorder une dispense pour un ou deux services de frère pour autant que certaines conditions soient remplies, il n'est que normal que le troisième frère puisse introduire la demande jusqu'au moment où ses deux frères sont sous les drapeaux. La condition selon laquelle ceux-ci doivent être sous les drapeaux avant le 1^{er} janvier est dès lors superflue pour l'octroi de la dispense.

Art. 5

La législation actuelle accorde la dispense pour un service de frère à une famille comptant au moins quatre enfants en vie, pour autant que les ressources cu-

voor deze gezinnen een element van oplossing was voor hun situatie, wordt dit langs de andere kant weer uitgewist door de niet-erkennung van dit statuut als broederdienst.

Art. 4

De wetgever heeft de mogelijkheid opengelaten tot vrijlating van dienstplichtigen die een beroep kunnen doen op twee broederdiensten, mits aan de voorwaarden voldaan is vóór 1 januari. In een groot gezin waar er drie zonen zijn, kan dit soms moeilijk gerealiseerd worden zonder discriminatie, vooral in verband met het vinden van vast werk.

We maken dit duidelijk met een voorbeeld.

Door uitstellen zijn de drie zonen van één gezin in eenzelfde lichting.

Door de wet van 16 juni 1987 moeten twee broeders onder de wapens zijn voor 1 januari van het lichtingsjaar. Uitstel intrekken houdt risico in. Een van de broers had een beroep moeten doen op de verdaging en kan aldus niet tijdig onder de wapens zijn voor 1 januari van het lichtingsjaar van de andere.

De rechthebbende of diegene die na afspraak in het gezin kan genieten van de vrijlating is dan ook verplicht nog langer uitstel te vragen, zodat hij pas later in aanmerking komt voor vrijlating voor broederdienst. Dit houdt in dat hij (behorend tot een groot gezin) nog later in aanmerking komt om ergens vast werk te krijgen. De bedrijven verlangen in de meeste gevallen immers dat men voldaan heeft aan de dienstplicht of dat men over een vrijlating beschikt.

Men zou als oplossing de drie broers in dezelfde lichting kunnen laten en voor de rechthebbende een spoedverlof voorzien voor de duurtijd van de dienstplicht. Maar dit houdt een nieuwe discriminatie in, want iemand die in spoedverlof is, kan niet in aanmerking komen voor een tussenkomst van de RVA of van de mutualiteit.

Vermits volgens de zin van de wet, in verband met vrijlating voor een of twee broederdiensten, onder bepaalde voorwaarden vrijlating mogelijk is, is het niet meer dan logisch dat deze derde broeder de aanvraag moet kunnen indienen tot op het ogenblik dat zijn twee broers onder de wapens zijn. Derhalve is de voorwaarde dat deze broeders onder de wapens moeten zijn voor 1 januari een overbodige voorwaarde voor het toekennen van de vrijlating.

Art. 5

Op basis van de huidige wetgeving wordt de vrijlating voor één broederdienst toegestaan in een gezin met tenminste vier kinderen in leven, waarvan

mulées du père et de la mère (ou des personnes y assimilées) n'excèdent pas le montant fixé par arrêté royal. L'application de cette disposition fait apparaître des situations étonnantes, ainsi qu'il ressort de l'exemple suivant :

Une veuve ayant trois enfants bénéficie d'un revenu supérieur à 245 000 F par an. Le fils aîné ne pouvant dès lors pas être considéré comme soutien de famille, est tenu d'accomplir son service militaire. Les revenus de la mère sont toutefois inférieurs à 370 000 F. Comme elle n'a pas quatre enfants, ses autres fils n'entrent pas en ligne de compte pour un service de frère. Cette situation est comparable à celle d'une famille de quatre enfants dont le père et la mère sont encore en vie et dont le revenu est supérieur à 370 000 F, puisque ce montant est augmenté d'un quart par personne à charge, mère comprise. Cette dernière famille peut bénéficier d'une dispense pour service de frère.

Pour des raisons d'équité, nous proposons de ramener le nombre requis d'enfants de quatre à deux dans les familles uniparentales.

J. ANSOMS

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

L'article 10, § 1^{er}, 1^o, c), alinéa premier, des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962, et modifiées par les lois du 15 juillet 1974, du 30 juillet 1974, du 1^{er} décembre 1976, du 17 décembre 1979, du 9 juillet 1982 et du 16 juin 1987, est remplacé par l'alinéa suivant :

« que les ressources cumulées du père et de la mère, ou des personnes y assimilées ou des aîeuls ou des frères et sœurs orphelins, soient inférieures au salaire minimum interprofessionnel en vigueur le 1^{er} janvier de l'année de la demande, augmenté d'un quart par personne à charge, au sens des dispositions légales concernant l'impôt des personnes physiques, ou du montant des allocations familiales immunisé dudit impôt pour les personnes à charge à l'égard desquelles ce montant excède le quart. Pour chaque levée à partir de la levée de 1989, le montant du salaire minimum interprofessionnel est adapté sur base de l'indice général des prix à la consommation du mois d'octobre de la pénultième année précédant l'année de cette levée, l'indice général du mois d'octobre 1986 étant pris comme référence ».

de samengevoegde inkomsten van hun vader of moeder (of van de daarmee gelijkgestelde personen) niet hoger liggen dan het bedrag bepaald bij koninklijk besluit. Dit leidt tot situaties waarbij men vraagtekens kan plaatsen. Een concreet voorbeeld kan zulks verduidelijken.

Een weduwe met drie kinderen heeft een inkomen, groter dan 245 000 F per jaar. Op grond daarvan kan de oudste zoon niet in aanmerking komen als kostwinner en moet hij soldaat worden. Haar inkomen bedraagt echter minder dan 370 000 F. Haar andere zonen komen niet in aanmerking voor één broederdienst, want ze heeft geen vier kinderen. Deze situatie kan men vergelijken met een gezin met vier kinderen, waarvan beide ouders nog in leven zijn en waarvan het gezinsinkomen 370 000 F en meer bedraagt, vermits één vierde daarvan per persoon mag bijgeteld worden, moeder inbegrepen. Dit laatste gezin komt nog wel in aanmerking voor vrijlating voor een broederdienst.

Om redenen van billijkheid willen wij de voorwaarde betreffende de vier kinderen in een éénoudergezin herleiden tot 2 kinderen.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Artikel 10, § 1, 1°, c), eerste lid, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, en gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1974, 30 juli 1974, 1 december 1976, 17 december 1979, 9 juli 1982 en 16 juni 1987 wordt vervangen door het volgende lid :

« dat het samengevoegd inkomen van de vader en de moeder of van de daarmee gelijkgestelde personen, of van de grootouders of van de verweesde broeders of zusters, minder bedraagt dan het interprofessioneel minimumloon, geldig op 1 januari van de aanvraag, verhoogd met één vierde per persoon ten laste overeenkomstig de wettelijke bepaling inzake de personenbelasting of met het bedrag van de bij die belasting vrijgestelde kinderbijslag, voor de personen ten laste voor wie dit bedrag het vierde overschrijdt. Voor elke lichting vanaf de lichting 1989 wordt het bedrag van het interprofessioneel minimumloon aangepast op basis van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijsen van de maand oktober van het voorlaatste jaar dat aan het jaar van die lichting voorafgaat, waarbij het algemeen indexcijfer van de maand oktober 1986 als richtcijfer wordt genomen ».

Art. 2

A l'article 12, § 1^{er}, 3^o, alinéa premier, des mêmes lois, le mot « cinq » est remplacé par le mot « trois ».

Art. 3

L'article 12, § 1^{er}, 4^o, deuxième alinéa, des mêmes lois est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sont considérés comme ayant accompli leur service actif :

- les frères ou sœurs qui sont en activité de service en application des articles 2bis, 66, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou 87;

- les frères ou sœurs qui, pendant ou après l'accomplissement de ce service, ont été envoyés en congé illimité, ont été mis en disponibilité, ont été réformés pour maladie ou infirmité ou sont décédés dans une de ces situations;

- les frères ou sœurs qui ont ou ont eu un contrat de militaires temporaires, pour autant qu'ils n'aient pas été repris dans le cadre du personnel de carrière ou de complément;

- les frères ou sœurs qui ont été exemptés sur la base de l'article 16, § 1^{er}, de la présente loi. »

Art. 4

A l'article 12, § 2, alinéa premier, des mêmes lois, les mots « avant le 1^{er} janvier de l'année de la levée dont il fait partie » sont remplacés par les mots « avant son entrée en service ».

Art. 5

L'article 13, quatrième alinéa, des mêmes lois est complété comme suit :

« f) qui appartiennent à une famille qui compte au moins deux enfants en vie, et dont le père ou la mère sont décédés ou réputés tels, à condition que les ressources de leurs père et mère ou des personnes qui y sont assimilées en vertu de l'article 10, § 1^{er}, 1^o, deuxième alinéa, ne soient pas supérieures au montant fixé par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, étant entendu que les dispositions de l'article 10, § 1^{er}, 1^o, alinéas 4 à 9, sont également d'application.

28 juin 1988.

Art. 2

In artikel 12, § 1, 3^o, eerste lid, van dezelfde wetten wordt het woord « vijf » vervangen door het woord « drie ».

Art. 3

Artikel 12, § 1, 4^o, tweede lid, van dezelfde wetten wordt vervangen door het volgende lid :

« Worden geacht hun werkelijke dienst te hebben volbracht :

- de broeders of zusters in werklijke dienst met toepassing van de artikelen 2 bis, 66, § 1, eerste lid, of 87;

- de broeders of zusters die tijdens of na het vervullen van deze dienst, met onbepaald verlof zijn gezonden, in disponibiliteit zijn gesteld, wegens ziekte of lichaamsgebrek of reform zijn gesteld of die in één van deze toestanden zijn overleden;

- de broeders of zusters die een contract als tijdelijk militair hebben of gehad hebben, voorzover zij niet opgenomen zijn in het kader van het beroeps- of aanvullend personeel;

- de broeders of zusters die vrijstelling hebben gekregen op grond van artikel 16, § 1, van deze wet ».

Art. 4

In artikel 12, § 2, eerste lid, van dezelfde wetten worden de woorden « voor 1 januari van zijn lichtingsjaar » vervangen door de woorden « vóór zijn indiensttreding ».

Art. 5

Artikel 13, vierde lid, van dezelfde wetten wordt aangevuld als volgt :

« f) die behoren tot een gezin dat tenminste twee kinderen in leven telt, en waarvan vader of moeder overleden is of daarmee gelijkgesteld op voorwaarde dat de inkomsten van vader of moeder of van de personen die artikel 10, § 1, 1), tweede lid, daarmee gelijkstelt, niet hoger liggen dan het bedrag bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, met dien verstande dat de bepalingen van artikel 10 § 1, 1^o, vierde tot negende lid, eveneens van toepassing zijn. »

28 juni 1988.

J. ANSOMS
J. DE ROO
M. OLIVIER
E. VANKEIRSBILCK